

9 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Troyes, lors de la campagne pour l'élection présidentielle, jeudi 9 avril 1981.

Chères Troyennes et chers Troyens, chers amis de l'Aube, mais aussi de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or, de l'Yonne, des Ardennes, et aussi les voisins lorrains de la Meuse, et Briards de la Seine-et-Marne, et vous, dont j'aperçois les pancartes, venus du Loiret. A vous toutes et à vous tous, merci d'être venus ce soir pour cette grande réunion démocratique et républicaine où nous allons parler ensemble de l'avenir de la France.

- Je souhaite d'ailleurs que ceux qui sont encore à l'extérieur puissent, si possible, pénétrer dans cette salle £ je voudrais qu'on leur ouvre l'accès le plus largement possible pour que chacun de ceux qui ont fait 'effort de venir puissent participer à cette réunion.\

Merci, mon cher maire. J'ai d'ailleurs vis-à-vis de vous l'embarras du choix en ce qui concerne vos titres, mais enfin je pense qu'à Troyes le plus convenable c'est "mon cher maire".

- Merci de la présentation que vous avez faite de cette grande ville commerçante et ouvrière que vous administrez avec tant de sagesse, d'efficacité et de générosité, prenant ainsi la suite des vingt-cinq ans de gestion municipale de mon ami, M. Terret, que j'ai connu quand il était maire de Troyes.
- Dans l'exercice de vos fonctions, qui sont essentielles dans la vie nationale puisque vous avez, à l'heure actuelle, la responsabilité de la défense et, en même temps, celle de notre grande politique africaine, dont personne ne parle dans cette campagne `campagne électorale` et qui est pourtant, pour la France et pour l'Europe, un prolongement essentiel de notre politique nationale, cette Afrique francophone, amicale, que nous soutenons sans doute de notre aide et parfois à laquelle nous apportons la sécurité mais qui, en sens inverse, nous apporte, vous le savez, dans beaucoup de circonstances, son soutien fraternel : monsieur le maire `Robert Galley`, quand vous avez à vous occuper à la fois de la défense et de cette immense Afrique, quelquefois je cherche à vous joindre au téléphone et je vous trouve à la mairie de Troyes. Et je ne sais pas comment vous faites car, quelques minutes plus tard, vous voilà à nouveau dans votre bureau parisien! Je vous demande de veiller avec soin sur vos déplacements, monsieur le ministre de la défense et de la coopération, parce que les Troyens et la France ont besoin de vous.\

Je remercie le président Labonde de son accueil et de sa présentation. Il est le président du Conseil général de votre département, il est aussi mon mandataire, c'est-à-dire que c'est lui qui me représente dans la partie officielle de ma campagne `campagne électorale`, c'est lui s'il y a un problème concernant l'organisation des bureaux de vote, qui est compétent, c'est lui qui a ma signature dans le département de l'Aube et je lui fais, bien entendu, entièrement confiance. Néanmoins, bien entendu, si le 10 mai me voici à nouveau Président de la République française pour un septennat nouveau, je lui demanderai de me rendre ma signature, parce que je voudrais pas qu'il signe ici des décrets ou des lois qui avantageraient particulièrement le département de l'Aube !\

Mes chers amis, quel est le sens de ma candidature ?

- Cette candidature est officielle à-partir d'aujourd'hui et, vous le savez sans doute, le Conseil constitutionnel va publier demain la liste des 10 candidats à l'élection présidentielle française £ dans cette liste de 10 candidats je figure avec le numéro porte-bonheur, le numéro 7, qui m'a été conféré par le tirage au sort et qui, pour moi qui ne suis pas superstitieux, qui me contente d'être croyant, est en quelque sorte un clin d'oeil du destin !

- Quel est le sens de ma candidature ? Sous nos yeux, depuis plusieurs semaines maintenant, les hommes politiques se battent, comme c'est leur droit, pour la conquête du pouvoir. Cette conquête du pouvoir, ce n'est plus ma préoccupation, ce genre de lutte ne me concerne plus. J'ai atteint, jeune encore, le sommet de la carrière politique, je n'ai plus rien à en attendre, si ce n'est des tâches écrasantes, des soucis de chaque jour, des critiques et des coups bas. Après sept ans de fonction mon seul intérêt est celui de la France. Je n'ai plus d'autre ambition que celle de la servir quelques années encore puis de retrouver la vie quotidienne d'un Français parmi les siens.\
 Il y a, nous a-t-on dit, désormais 10 candidats, et Georges Marchais affirme, dans ses affiches ou dans ses discours, qu'il est le seul candidat anti-Giscard.
- Mais c'est faux. A la lecture de leurs déclarations, j'observe que, sur les 10 candidats, il y en a 9 qui me critiquent! Et cela m'étonnerait bien que les semaines prochaines apportent un démenti à cette observation. Tous les candidats, ou presque tous, sont anti-Giscard.
- Pourquoi cette campagne `campagne électorale` pitoyable que les uns mènent contre les autres et même qu'ils mènent tous contre un ? Qu'ils exposent donc leur programme pour l'avenir, s'ils en ont un ..., mais qu'ils ne se trompent pas de rôle! Les candidats ne sont pas des juges, ils ne sont que des candidats, et les seuls juges c'est vous. Les juges, ce sont les Françaises et les Français qui se prononceront librement, individuellement, dans le secret fugitif de l'isoloir, le 26 avril et le 10 mai. Je n'ai que les Françaises et les Français avec moi, eh bien cela me suffit bien.\ Je constate, à l'ouverture de la campagne officielle, après des mois de critiques et de dénigrements injustes, excessifs, et parfois même blessants, que je suis celui que les Françaises et les Français continuent de placer toujours en tête, quel que soit le sondage. Le roc giscardien tient bon, vous tenez bon.
- Je viens d'une province, l'Auvergne, bâtie sur le granit £ soyez-en assurés, de même que nous avons fait face depuis sept ans, grâce à vous, demain, avec vous, nous l'emporterons. J'en porte la certitude en moi, chaude et rayonnante comme le soleil ! Dans cette campagne `campagne électorale`, je suis le seul à défendre les Français, je suis le seul aussi à leur apporter l'espoir. Je suis le seul à vous défendre. A entendre mes concurrents et vous les entendez largement tous les jours, la France n'a rien fait, dans aucun domaine, pendant sept ans. Rien ne trouve grâce à leurs yeux : son économie aurait décliné, son prestige se serait abaissé.
- Qu'ont donc fait les Français depuis sept ans ? Seraient-ils 53700000 incapables ? Pourquoi nier leurs efforts de sept ans que tous nos voisins d'Europe et que tous les pays du monde reconnaissent ? Je suis le seul à rendre justice à l'effort national de la France de 1974 à 1980.\
 Quand je dis que la France a la meilleure politique énergétique du monde et je peux vous dire que tous les grands chefs d'Etat que j'ai rencontrés, que je connais d'ailleurs personnellement, ont toujours admiré, au-cours de cette période, et ont envié la politique énergétique de la France, je suis fier, naturellement, de l'avoir conduite, mais ce n'est pas moi qui construit les centrales nucléaires, ce sont nos ingénieurs qui sont devenus les premiers du monde dans ce domaine, ce sont nos techniciens et nos ouvriers qui se sont élevés dans les techniques de l'atome au niveau des plus hautes exigences de la sûreté mécanique et de la sécurité, et c'est vous aussi, monsieur le maire de Troyes, qui avez préparé ce grand essor de l'industrie nucléaire française quand vous avez réussi, en quelques mois, bravant les délais, maintenant les coûts, à réaliser notre première installation d'enrichissement de Pierrelatte.
- Quand je dis que chaque Français, ce que vous ne savez pas et, naturellement, à entendre ce qu'on vous dit, vous n'avez aucune chance de le savoir exporte autant que 2 Japonais, je suis heureux que cela se soit fait tant que j'étais à l'Elysée, mais ce n'est pas moi qui exporte, ce sont des milliers d'entreprises, dynamiques et compétitives, petites et grandes, appuyées sur leurs cadres, leur maîtrise, leurs employés, leurs ouvriers.
- Quand je dis que la France est le seul pays européen à avoir lancé une fusée dans l'espace, je ne dis pas que c'est moi qui l'ai construite mais, là encore, nos savants, nos techniciens, nos ouvriers.
- Quand je dis que la France a mieux supporté la crise que la plupart des autres pays, je répète tout simplement l'appréciation de l'étranger, telle qu'elle figure dans tous les journaux, dans tous les articles que vous pouvez lire \

المال ما المال المال

Mais, la France, ce sont les Françaises et les Français, et ce sont eux qui ont travaillé. Quand je dis que la France est le pays des libertés et de la justice, je suis heureux d'avoir pu avancer et progresser dans cette voie qui m'est chère, à moi, plus qu'à quiconque, et dans cette campagne `campagne électorale` plus qu'à aucun autre candidat, car je suis un libéral inguérissable.

- Quand je dis que la France est le pays des libertés et de la justice, et quand je suis heureux par dessus tout, de voir la France calme, même à l'ouverture de ce débat car où sont les violences et les désordres d'antan ? quand je vois la France, plus apte à vivre la vie des grandes nations démocratiques de ce temps, eh bien je constate que ce sont les Français qui sont attachés à la liberté et à la justice, et que ce sont les Français qui souhaitent, avec moi, l'unité.\

 Quant je dis que la France a pu, malgré la crise, faire un effort, sans précédent, de justice sociale, au-profit des plus défavorisés, et tout-à-l'heure, vous-même Galley, vous rappeliez les rubriques essentielles, je prends à témoin les personnes âgées de Troyes et de la Champagne, je prends à témoin les handicapés de votre région, je prends à témoin les travailleurs manuels pour lesquels, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, on a entrepris un effort de rénovation de leurs conditions et d'amélioration de leurs rémunérations.
- Quand je vois que tout ceci a été effectué au-profit des plus défavorisés et aussi au-profit des moins défendus, je suis heureux que cela se soit passé sous mon septennat, mais je n'ai pu le faire que parce que les Français le voulaient.\
- Quand je dis, enfin, que la France travaille pour la paix, je sais que c'est ma responsabilité première et que c'est la responsabilité qui doit passer avant toute autre pour le Président de la République française, et j'affirme que j'ai assumé pleinement ma responsabilité de travailler pour la paix. Mais je dis aussi que je n'ai fait qu'exécuter le voeu profond des Français. Les Français veulent l'indépendance, mais ils veulent aussi la sécurité. Ils n'ont jamais supporté l'asservissement au-cours de leur longue histoire. Ils se sont battus sur tout leur sol et, enparticulier sur le sol meurtri de la Champagne pour s'opposer à toutes les invasions, à toutes les tentatives d'occupation, à tous ceux qui voulaient les conquérir. Or, aujourd'hui, ils sont indépendants et plus puissants qu'ils ne l'ont jamais été dans leur histoire.\

Monsieur le maire, vous administrez une ville très ancienne £ il s'est déroulé dans votre ville, sur votre sol, des quantités d'événements historiques, d'innombrables batailles, d'innombrables guerres civiles, d'innombrables combats fratricides.

- Eh bien, sachez tout simplement en rentrant chez vous ce soir que jamais la France n'a été aussi puissante au-cours de sa longue histoire, je dis bien jamais $\mathfrak L$ elle est, à l'heure actuelle, la troisième puissance militaire du monde et aussi longtemps que je serai Président de la République, elle le demeurera.
- Mais ces Français, attachés à l'indépendance et à la sécurité, ils veulent aussi profondément la paix, eux qui ont tant fait la guerre. C'est à leurs voeux que j'obéis quand je travaille et quand je dialogue pour la paix, et c'est à eux qui soutiennent mon action dans leur immense majorité qu'en reviennent la volonté et le mérite. Monsieur le ministre de la défense, vous connaissez mes deux règles : assurer la sécurité de la France par sa défense, et lutter pour la paix par le dialogue. Je suis le seul dans cette campagne `campagne électorale` à venir vous dire que vous avez bien travaillé, mais je suis le seul dans cette campagne à défendre l'effort qui a été le vôtre pendant sept ans. Je suis donc le seul à pouvoir vous apporter l'espoir, le véritable espoir, celui qui n'est pas l'illusion, celui qui se nourrit des réalités et non des chimères, l'espoir à-partir de ce que les Françaises et les Français ont été capables de faire pendant sept ans pour préparer leur avenir, et que le monde reconnaît.\

Je dis, en effet, que les bases sont réunies pour que notre avenir soit meilleur, et je connais bien - j'y reviendrai tout à l'heure, monsieur le président - les difficultés de votre ville, de votre département, de votre région, je ne dissimulerai aucun des problèmes, aucune des difficultés que nous rencontrons dans le domaine économique. Nous le voyons, le plus dur de la crise est passé pour la France, nous le voyons parce que nous constatons - je ne peux pas entrer dans les détails mais je le ferai dans les débats de la campagne `campagne électorale` - que la France a beaucoup mieux résisté au 2ème choc pétrolier, celui des années 79 - 80 `1979 - 1980`,

qu'elle n'avait résisté au 1er choc pétrolier, celui des années 74 - 75 `1974 - 1975`, parce qu'elle s'est mieux organisée. Certes, nous avons encore à nous battre. Certes, nous aurons toujours à nous battre, mais dans les sept ans qui viennent, nous allons récolter ensemble les - fruits que nous avons semés. Notre énergie sera principalement nationale et bien meilleur marché que le pétrole. Il faut savoir que lorsqu'on installe, à l'heure actuelle, une usine nouvelle en France, le tarif de l'électricité que nous pouvons maintenant lui faire est inférieur de moitié au tarif de l'électricité qui proviendrait des centrales alimentées par du fuel, et donc, quand nous construisons une usine en France au lieu de la construire en Allemagne fédérale `RFA` ou en Belgique, elle aura son énergie électrique deux fois moins cher, elle sera donc compétitive, elle pourra donc trouver des marchés et créer des emplois.

- Nos industries de pointe sont dynamiques, notre tissu industriel s'est renforcé, il est infiniment plus compétitif qu'en 1973.\

En ce qui concerne l'emploi, problème sensible dans votre ville où il y a une nombreuse population ouvrière, féminine et masculine, où j'ai suivi, informé par le maire de Troyes, les difficultés de telle ou telle entreprise, les problèmes d'emploi que cela posait aux familles troyennes, en ce qui concerne l'emploi, donc, si j'ai pu présenter un véritable projet, si j'ai été le seul à le faire, personne n'a pu en réalité critiquer mon programme autrement que par quelques platitudes creuses, c'est parce que les bases en étaient déjà jetées.

- Croyez-vous que si la croissance n'avait pas continué pendant sept ans avec une seule exception : l'année 1975 toutes les autres années ayant eu une croissance positive croyez-vous que nous aurions pu créer 400000 emplois quand l'Allemagne en perdait 1 million ?
- Croyez-vous qu'on pourrait concevoir une politique de réduction des effectifs des travailleurs immigrés, si nous n'avions pas commencé depuis six ans à revaloriser le travail manuel, de manière à orienter les jeunes Français vers les nouveaux postes du travail manuel ?
- Croyez-vous que nous pourrions promettre une formation à chaque jeune Française et à chaque jeune Français, un poste de travail ou une formation, si l'organisation n'était pas déjà sur pied et si elle n'avait pas commencé progressivement à fonctionner à plein régime ? Croyez-vous que nous pourrions développer le temps partiel qui peut être adapté à certaines conditions du travail des femmes, et notamment à celles des femmes qui ont le souci d'élever elles-mêmes leur famille, et notamment leur famille nombreuse, si les lois nécessaires n'avaient pas été votées?
- Croyez-vous que nous pourrions espérer un accord sur l'aménagement de la durée du travail si les négociations n'avaient pas été ouvertes et largement avancées à notre initiative ?\
 Enfin, s'agissant de l'investissement, c'est-à-dire de l'équipement de nos entreprises pour qu'elles puissent supporter la concurrence extérieure et donc créer de nouveaux emplois, croyez-vous que l'Allemagne `RFA` aurait accepté, dans un geste historique sans précédent, de s'associer solidairement moitié-moitié avec la France, pour lancer un grand emprunt et améliorer l'équipement de nos entreprises, petites et grandes, pour qu'elles puissent soutenir la concurrence et créer des emplois ?
- Croyez-vous qu'elle l'aurait fait si nous n'étions pas un de ces pays dont l'avenir apparaît solide et solvable ?
- Cette entente franco allemande que j'ai développée systématiquement pendant sept ans, cette entente avec nos anciens ennemis, avec ceux qui avaient ravagé notre sol, avec ceux dont ma propre génération a été témoin de l'occupation de nos villes, avec ceux que nous avons combattus les uns et les autres pour les repousser de notre sol et, ensuite pour franchir ensemble le Rhin, a pu être établie grâce-à un effort patient de sept ans. Cette entente, vous le sentez bien, c'est la pierre angulaire de la construction de l'Europe, et c'est la pierre angulaire de la présence et de l'influence de l'Europe dans les affaires du monde que j'entends bien entendu affirmer et développer au-cours de mon second septennat.\

Cet espoir pour la France, que je ressens intensément, c'est celui que je vais vous apporter maintenant, à vous tous dans cette salle et dans toutes les autres, vous que je vais rencontrer soir après soir à-partir de l'ouverture de la campagne `campagne électorale` officielle. Oui, je suis le seul à proposer l'espoir fondé sur la raison et soutenu par le coeur, l'espoir à la française, celui

qui gagnera!\

Monsieur le maire, je vais maintenant vous parler des problèmes de votre région et de votre ville, avant de conclure sur l'enjeu politique de cette campagne. Vous allez vous rapprocher tous les quatre... nous parlons des Troyennes et des Troyens, nous parlons des habitants de l'Aube, nous parlons des Champenois.

- Il y a longtemps que je voulais venir à Troyes. Il y a quelques mois, votre maire avait eu l'idée de m'envoyer la plus discrète mais aussi la plus habile des invitations : c'était un magnifique album - je ne sais si vous le connaissez - rappelant la longue histoire de votre ville, dont vous êtes sûrement très fiers, et illustrant les réalisations remarquables de sa municipalité, qui font qu'à l'heure actuelle en Europe, Troyes est une des très rares cités - il y en a une ou deux je crois - qui disposent encore d'un quartier authentique de la France d'autrefois, telle que nous l'aimons et telle que nous souhaitons la garder.\

De l'histoire très riche de votre ville et qui est remplie d'anecdotes de toutes sortes, il faut bien dire les unes pacifiques, les autres belliqueuses, j'en ai retenu une :

- Il y a trois siècles, Troyes produisait des étoffes de coton comme la futaine, et des étoffes de laine comme la bure dont les couvents étaient gros consommateurs. On produisait aussi un tissu qui s'appelait le bureau £ c'était un drap tondu sur le dos des moutons champenois, drap qui était si grossier qu'on ne pouvait l'utiliser que pour couvrir les tables à écrire £ on travaillait donc sur le bureau, l'étoffe a donné le nom au meuble, puis à la pièce, puis à l'Administration tout entière.
- J'ai retrouvé dans Boileau cette citation de Damon c'était le nom d'un personnage de l'époque
- "n'étant vêtu que de simple bureau, passait l'été sans linge et l'hiver sans manteau".
- En relisant cette phrase, je me suis dit que si ce Damon était un artisan un commerçant, ou un industriel troyen d'aujourd'hui, il pourrait sans doute dire : "Damon accaparé par la loi des bureaux, vit, le jour de papiers, la nuit de bordereaux ".\

Certains nous proposent aujourd'hui d'accroître encore le poids de l'Etat, le nombre des administrations, les charges qui pèseront sur les malheureuses et les malheureux qui s'efforcent de produire, de vendre et de travailler en France, et le nombre des administrations c'est inévitablement les tracasseries et les interventions des bureaux. Je considère au contraire qu'une politique qui donne la priorité à l'emploi doit en même temps libérer les entreprises des charges, des procédures et des formalités qui découragent les meilleures volontés. C'est ce qui a été engagé.

- Ainsi la libération des prix, décidée depuis 1978 et que personne n'avait proposée ou engagée avant cette date souvenez-vous, a supprimé le carcan administratif qui était le plus pesant, le plus arbitraire, le plus quotidien. Le septennat nouveau sera consacré non seulement à la liberté des prix mais à la liberté de l'entreprise. Faites confiance à celui qui a libéré les prix à-partir de 1978 pour libérer, maintenant, les entreprises et le travail productif en France, qui ne doit pas être écrasé sous la formalité, qui ne doit pas être non plus concurrencé abusivement par les formes déloyales du travail de la concurrence.
- J'aurai l'occasion de préciser tout ceci, en détail au-cours de ma campagne, et notamment lors du discours que je prononcerai prochainement à Marseille.
- Donc, libération des papiers et des formulaires, libération des contraintes et des procédures qui limitent l'accès au crédit, libération des charges et des obligations qui pèsent sur les entreprises nouvelles au moment où elles démarrent leur fabrication, et, enfin, simplification radicale de toutes les procédures de l'Etat qui doivent être regroupées, simplifiées et, dans toute la mesure du possible, remplacées par un allègement des charges là où existe la pratique de la subvention.\
 Les entreprises troyennes sont également préoccupéés par les perspectives de la bonneterie, le nom de votre ville est célèbre à cet égard, et, plus généralement, du textile et de l'habillement.
- Je l'ai dit avant-hier à Lille, grande région textile également, je le redis aujourd'hui, la France ne peut pas, ne doit pas se passer d'une industrie de base comme le textile et d'une industrie aussi performante que la maille, qui exporte aujourd'hui encore 30 % de sa production.
- C'est pourquoi depuis décembre dernier, le textile et l'habillement sont classés parmi les 7 industries stratégiques françaises, bénéficiant d'une aide particulière à l'investissement, et dans

le grand emprunt d'aide à l'équipement que nous venons de lancer, je souhaite, monsieur le maire, qu'il y ait de nombreuses entreprises troyennes et champenoises qui bénéficient des possibilités de crédits qui leur seront offertes pour améliorer leur productivité et ainsi conquérir de

- D'autre-part, il faut faire face à la concurrence déloyale de certains pays à bas salaires et à faible protection sociale, ainsi qu'au détournement de trafic qui s'observe chez certains de nos partenaires européens. Les contrôles douanièrs ont été renforcés, vous le savez. En un mois, une centaine d'infractions ont été relevées et sanctionnées pour un chiffre d'affaires représentant 40 millions de francs.

nouveaux marchés et créer de nouveaux emplois.

- La France a saisi la commission des Communautés européennes et plusieurs pays tiers, de propositions visant à réduire les ventes d'origine extérieure sur le marché français. Enfin, j'ai assuré les dirigeants de la profession que la renégociation de ce qu'on appelle l'accord multifibres devra offrir à nos entreprises les garanties dont elles ont absolument besoin pour travailler et pour survivre, tout en tenant -compte de l'évolution de la consommation intérieure.\

 Je sais qu'il y a parmi vous beaucoup d'ouvriers, d'étudiants, d'agriculteurs. Je dirai un mot tout à l'heure de l'agriculture. Mais il y a aussi beaucoup d'employés, beaucoup de cadres, hommes et femmes, qui travaillent dans les commerces, dans les industries, dans les administrations troyennes.
- Les cadres sont inquiets. Ils sont inquiets des propositions de l'opposition. Ces propositions, leurs orateurs refusent de les chiffrer. Pourquoi ne les chiffrent-ils pas ? Parce que nous savons tous qui les paieraient : ce seraient ceux qui acquittent l'impôt, c'est-à-dire, en grande majorité, des employés et des cadres.
- On nous promet une aggravation de l'impôt sur le revenu. On dit, bien entendu, qu'on compensera, selon les revenus, par les plus élevés. Mais, tous les parlementaires vous diront que si l'on a besoin de trouver des ressources, on ne peut pas se se contenter de ne frapper que ceux-là, et donc on en viendra très vite, comme toujours, aux catégories moyennes.
- On nous promet la suppression du quotient familial. C'est une mesure de politique familiale à laquelle, je dois dire, je n'avais pas pensé car pourquoi pénaliser une famille qui a à sa charge plusieurs enfants, et dont nous savons très bien que les ressources sont largement amputées et qu'on doit égaliser le prélèvement fiscal ?
- On nous promet la suppression des avantages fiscaux de l'épargne. Dans ce vieux pays qui a le sens, au contraire, de la prévention et de l'épargne, et comme Auvergnat, je suis placé pour en parler, c'est une étrange façon de vouloir financer les investissements nécessaires à la création d'emplois d'un côté, en décourageant l'épargne, et, d'un autre côté, qui financera les investissements créateurs d'emplois ?
- Ce n'est pas ce que veulent les Françaises et les Français £ ce n'est pas du tout ce que demandent les employés et les cadres !\

Mes propositions sont différentes £ elles se nomment élargissement des tranches du barème de l'impôt, comme nous l'avons déjà fait pour 1981 et ce n'est donc pas une promesse jaillie des circonstances électorales £ je vous indique que nous l'avons fait pour 1981 à un taux supérieur, messieurs les parlementaires, que ce que le président Reagan propose dans son programme, et je vous propose, pour 1982, un nouvel élargissement, dans la même proportion. Ce que je vous propose aussi, c'est le réexamen des plafonds de ressources qui écartent de certains avantages sociaux des catégories ou des familles moyennes qui doivent avoir accès, elle aussi, à ces facilités, notamment s'il s'agit de la construction et de l'acquisition de logement.\

Enfin, je voudrais préciser ma pensée sur la participation. Vous savez que dans le gouvernement actuel, il y a un ministre du travail et de la participation. Pour la première fois, on a associé, dans un même ministère, ces deux grandes responsabilités : la responsabilité de la vie du travail, mais aussi celle de la participation.

- La participation du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise à la vie de l'entreprise ne peut pas dépendre directement de décisions prises par l'Etat. Elle doit résulter de la transformation progressive des relations entre les partenaires sociaux. - Un groupe de travail a été constitué à ma demande et à l'initiative de la Confédération générale des cadres `CGC` et du patronat. Je demanderai aux partenaires sociaux d'engager la négociation sur ce statut du personnel d'encadrement et des agents de maîtrise, aussitôt après l'élection présidentielle.\

Il y a, par contre, d'autres formes de participation pour lesquelles l'Etat peut donner l'impulsion. Il s'agit de la participation à la vie locale et à la vie sociale que vous souhaitez les uns et les autres, pour développer vos responsabilités. Les Français veulent participer aux décisions qui concernent leur vie quotidienne. J'ai engagé, voilà trois ans, une grande décentralisation au-profit de la commune et du département et, d'ailleurs, messieurs les sénateurs, vous avez déjà voté le projet de loi à cet égard, car c'est au niveau de la commune que les Françaises et les Français se sentent le plus directement associés à la vie locale, qu'ils connaissent les projets, qu'ils peuvent en discuter.

- Cette réforme est déjà lancée. Je proposerai donc que le projet de loi soit examiné par l'Assemblée nationale juste après l'élection présidentielle, avant la fin de l'actuelle session parlementaire, pour qu'il puisse revenir ensuite au Sénat et pour que nous puissions le mettre en application dès la fin de l'année 1982.\

La participation à la vie sociale exige aussi le développement du mouvement associatif. Chacune ou chacun de vous fait partie d'une ou plusieurs associations : associations sportives, associations de parents d'élèves, associations culturelles, amicales d'anciens élèves ou d'anciens combattants. Beaucoup de ces associations sont un élargissement du cercle familial et amical £ elles ne demandent qu'à être libres et la loi de 1901 est bien adaptée à leur situation.

- En revanche, d'autres associations interviennent dans la vie publique pour défendre les intérêts de leurs membres. Ces associations doivent avoir les moyens de leur indépendance financière $\mathfrak L$ elles doivent aussi, à mon sens, pouvoir être chargées de la gestion de certaines actions, de certaines initiatives qui participent à la vie locale. C'est pourquoi j'ai chargé un sénateur du Bas-Rhin d'étudier le problème de l'aménagement du statut de ces associations, pour encourager et faciliter leur développement, et nous proposerons d'ici à la fin de l'année une amélioration du statut, du financement et de l'organisation des fondations et des associations, en France.
- Voilà pour la vie locale.\
- Je voudrais vous dire un mot, avant que nous ne nous séparions pour aller chacun dans la direction de notre habitation, de notre ville, de l'agriculture dans cette grande région champenoise.
- J'en ai parlé tout à l'heure à Reims, mais je voudrais vous rappeler ce que le gouvernement a obtenu pour la première fois cette année. J'avais reçu personnellement les dirigeants des grandes associations agricoles. A l'époque, la commission de Bruxelles proposait une hausse des prix qui était, vous vous en souvenez, de 7,8 %. Les dirigeants m'avaient dit : écoutez, nous vous demandons d'essayer d'aller plus loin. Le ministre de l'agriculture avait indiqué que nous nous efforcerions d'obtenir une hausse à deux chiffres c'est-à-dire une hausse de l'-ordre de 10 %.
- Et puis, regardant la situation de notre agriculture, les charges de nos agriculteurs, les difficultés de la campagne 1980, nous avons conclu que ce n'était pas suffisant, et j'ai fixé comme minimum dans la négociation de Bruxelles, que nous dépassions la hausse de 12 % pour nos prix agricoles. J'en ai prévenu nos partenaires moi-même. J'en ai prévenu le chancelier Schmidt, deux fois, à Blaesheim, dans le Bas-Rhin, lorsqu'il est venu dîner avec moi vous avez dû le voir dans les journaux et à Maastricht, au petit déjeuner. La presse a dit : tiens, le Président de la République a reçu le chancelier Schmidt, de quoi ont-ils parlé ? Eh bien, je lui ai parlé de la situation de l'agriculture française, et je lui ai dit que nous ne pouvions pas, nous qui étions la plus grande puissance agricole d'Europe, accepter la ruine ou la décadence de notre production agricole et qu'il fallait donc que l'augmentation dépasse 12 %. Nous avons obtenu satisfaction : 12,2 %.\

Deuxième demande de nos agriculteurs : le démantèlement - c'est un langage un peu technique, mais nos agriculteurs me comprennent, - des montants compensatoires monétaires qui faisaient que lorsqu'un producteur de lait ou de fromage se voyait payer son produit en France et en

Allemagne fédérale `RFA`, l'agriculteur de l'Allemagne fédérale touchait 9,2 % de plus que l'agriculteur français £ il n'y avait aucune raison à cette situation qui s'était créée d'ailleurs dans une période antérieure à ma propre gestion et dont je conserve bien entendu le souvenir.

- J'ai fait disparaître les montants compensatoires dont la création avait été acceptée par d'autres.
- Je me rappelle avoir reçu les dirigeants agricoles, notamment de la Lorraine, qui m'ont dit : "Voilà la situation de nos coopératives. Nous avons des coopératives qui vendaient traditionnellement sur le marché allemand des produits laitiers transformés, avec un écart de prix de 9,8 %. C'est impossible, nous ne pouvons pas et donc nous vous demandons de faire tout ce qu'il est possible pour revenir à un niveau qui rende pour nous la concurrence supportable".
- Nous avons ramené de plus de 9 % à un peu plus de 3 % réduction de 6 points les montants compensatoires allemands et désormais nos industries agricoles vont pouvoir aller vendre leurs produits sur les marchés tiers.\

Enfin, il fallait que la hausse intervienne à cette date. Il eut été facile, pour le gouvernement français et pour le Président de la République qui entrait dans une campagne électorale, de ne pas prendre le risque de cette négociation et de dire : faisons-la traîner, comme cela on verra bien, au dernier moment on expliquera comment les difficultés nous empêchent de conclure. Nous avons pris le risque de nous engager pour conclure à la date du 1er avril, ce qui n'avait pas été fait les années précédentes et ce qui nous a permis d'augmenter tout de suite les prix des produits animaux, des produits laitiers, et même, en ce qui concerne les céréales de la campagne, de rectifiertout de suite les prix en fonction des évolutions monétaires, de ces produits agricoles de la campagne qui vont porter au loin le témoignage de la capacité des agriculteurs français, puisque nous nourrissons à la fois les populations du Sahel, et, maintenant les populations de l'Est de l'Europe, je veux dire les Polonais, auxquels nous allons apporter, dans un geste de solidarité fraternelle - et j'emploie le mot exact - leur pain quotidien.

- Quand j'ai reçu, la semaine dernière, le vice-Premier ministre de Pologne, le même qui a négocié à Gdansk les accords du mois d'août dernier avec le syndicat Solidarité et Vaoueza car son nom se prononce "Vaoueza" en polonais, et non pas Walesa comme nous disons quand je l'ai reçu, la semaine dernière, et qu'il m'a dit : "Il nous faut ces livraisons, c'est pour nous urgent", je lui ai demandé : "Mais, ces besoins, cette soudure, est-ce que c'est pour les besoins de l'alimentation animale ?" et il m'a répondu : "Pas du tout, c'est pour les besoins de l'alimentation humaine". Nous avons là la capacité des Françaises et des Français, dans leur régime de liberté, face à un régime où la structure, l'organisation est celle de l'inefficacité collectiviste. Et bien, qui va nourrir qui ? Ce sont les Français qui vont nourrir les Polonais.\
 Il y a dans votre région des hommes très capables et très actifs qui ont été associés d'ailleurs, successivement, aux responsabilités gouvernementale j'en aperçois quelques-uns sur cette tribune, j'aperçois d'ailleurs bien entendu M. Granet, qui a été secrétaire d'Etat vous le savez, et qui y a apporté sa générosité, son intelligence, son imagination, et qui continuera certainement à servir la grande cause du progrès et de l'évolution nationale.
- J'aperçois aussi M. Micaut, qui s'est dévoué pour une tâche plus modeste, mais qui me tenait tout à fait à coeur, la manière dont les Françaises et les Français traitent leurs compagnons de tous les jours, c'est-à-dire le sort des animaux de notre pays, et il a abordé cette mission avec une grande générosité et en même temps un grand sens pratique, et bien que nous avons pu commencer à améliorer la situation, à faire disparaître les mauvais traitements, à faire disparaître les souffrances inutiles de ceux qui sont nos compagnons de tous les jours, et de ceux sui sont mes compagnons à l'Elysée.\

Aujourd'hui, ce soir, à Troyes, première soirée de réunion depuis que les candidats sont reconnus par le Conseil constitutionnel, je terminerai par un appel à l'unité des Français.

- Cet appel, je l'ai lancé tout à l'heure à Provins, je l'ai repris à Reims, je le reprends à Troyes. Il y avait une raison particulière dans chacune de ces villes :
- A Provins, où l'accueillait le maire de Provins, ministre de la justice `Alain Peyrefitte`, et où il avait accueilli lui-même mes deux illustres prédécesseurs, le Général de Gaulle, en visite officielle, le Président Pompidou, dans la campagne présidentielle, et où ilétais venu moi-même, en 1973

comme tous les candidats de la majorité, soutenir ce qui était, à l'époque, "le programme de Provins".

- A Reims, parce qu'à Reims, chacun mesure le tort profond, le risque que fait courrir à une grande ville la deésunion de la majorité £ Reims, grande ville nationale, grande ville de notre patrimoine français, grande cité active et industrielle, a été perdue, perdue pourquoi ? Perdue comment ? Perdue par la désunion de la majorité, et j'étais heureux, au contraire, de retrouver à Reims beaucoup de celles et de ceux qui, j'en suis sûr, retrouveront encore l'unité et donc reconquerront Reims. Car les divisions de la majorité ne peuvent servir que l'unique adversaire.\ Les divisions de la majorité n'ont aucune chance, dans les circonstances actuelles, d'accroître ou d'améliorer les chances pour elle de conduire les destinées de notre pays. Or, l'unité de la majorité, elle existe parmi vous, il y a eu tout à l'heure l'éloquent et courageux témoignage, mais éloquence et courage ne nous surprennent pas chez Robert Galley et, en même temps, derrière lui, j'apercevais la silhouette élégante de son beau-père `Maréchal Leclerc` qui, pour nous, les jeunes de notre génération, a été de ceux qui ont illustré le courage militaire, la vaillance, la capacité de la France, en libérant son sol depuis le sable du Tchad jusqu'à la cathédrale de Strasbourg. L'unité de la majorité, elle existe depuis 1974, elle a été confirmée en 1978, quatre ans plus tard, et donc dans la deuxième moitié de mon septennat £ il n'y a par conséquent aucune raison de la défaire. Je me souviens d'ailleurs, dans la préparation des élections de 1978 - messieurs les parlementaires, je vous prends à témoin, rappelez-vous - des thèses qui étaient présentées : "il faut des candidats uniques de la majorité", et il y a eu, dans beaucoup de circonscriptions, des candidats uniques qui ont été élus par cette majorité de Françaises et de Français que je -compte bien réunir le 26 avril et le 10 mai.\

Pourquoi voulez-vous que les députés élus il y trois ans rompent le contrat qui les lie à leurs électeurs ? Pourquoi voulez-vous qu'ils renient les engagements majoritaires qu'ils ont pris devant vous ? C'est pourquoi il existe une majorité, je le sais, j'en suis sûr, et nous le vérifierons ensemble.

- Cette unité majoritaire, elle prépare, elle préfigure une meilleure unité de la France. Quand on parle d'unité de la France, il y a tout de suite des interprétations inexactes. Il est tout à fait normal que dans un grand pays républicain, avec une très longue tradition historique et politique, il y ait des différences d'opinions, il est même tout à fait normal qu'il y ait des idéologies différentes, et il est légitime que ces différences, ces idéologies s'expriment dans les grandes consultations nationales, mais il faut qu'elles se taisent un peu le lendemain. Il ne faut pas qu'au lendemain d'élections, on retombe tout de suite dans la préparation de l'élection suivante, comme si l'unique activité de la politique française était de relancer indéfiniment la querelle et la division entre les Français.\

Lorsque les Français auront choisi, respectons leur choix, et essayons de travailler ensemble. J'ai essayé de le faire pendant mon premier septennat.

- On dit souvent et peut-être que certains des journalistes qui accompagnent ma campagne `campagne électorale` et en rendant très fidèlement -compte le disent ou l'écrivent qu'à cet égard j'ai échoué. Je n'ai pas échoué. J'ai été le premier Président de la République à recevoir dans son bureau, à plusieurs reprises, les grands dirigeants de l'opposition. Sans doute était-ce encore pour des rencontres fugitives mais, après tout, le seuil était franchi et les images subsistent.
- J'ai été le premier Président de la République de la Vème République, et je ne le dis pas, certes, pour critiquer les autres car je sais bien qu'ils ont été victimes d'ostracismes injustes, mais j'ai été le premier Président de la République à franchir le seuil de certaines mairies d'opposition, et à y être enfin normalement accueilli, comme cela devrait être d'ailleurs partout la règle républicaine.\

Pourquoi dis-je que j'aurai une chance d'améliorer l'unité des Français ? C'est parce que, dans un second septennat, un septennat renforcé par le vote exprimant la confiance de la majorité des Françaises et des Français, je trouverai une force, un élan, une conviction nouvelle, et c'est ensuite parce que, ayant dit que ce second septennat sera pour moi le dernier et que je ne me

représenterai plus à son terme, je n'aurai plus aucun avantage électoral à rechercher pour moi, je n'aurai plus aucune habileté tactique à préparer en vue de je ne sais qu'elle réélection et cela rendra plus facile au Président de la République française d'être ainsi enfin le Président de tous les Français et de travailler comme ceux qui le souhaitent à la réconciliation en profondeur de notre peuple qui doit accepter sa diversité, mais qui doit ressentir comme une force fraternelle sa puissante unité. Oui, je suis le seul à proposer dans cette campagne `campagne électorale` l'unité et l'espoir fondés sur la raison et soutenus par le coeur... l'espoir à la française, celui qui avec vous, celui, qui grâce-à vous, gagnera.\

Mes chers amis, vous avez fait l'effort de venir à cette réunion, chacun de vous y participe avec son tempérament, les uns, les plus jeunes, enthousiastes, les autres attentifs, les autres approbateurs, mais vous me marquez tous, à votre manière, et je le vois bien dans vos regards et dans vos gestes, le soutien que vous apportez à cette campagne `campagne électorale`.

- Je souhaite que ce soutien, vous continuiez à me l'apporter au-cours des semaines prochaines.
- Mon idée, mon ambition n'est pas d'arriver tout seul aux urnes le 26 avril et le 10 mai, c'est d'y arriver au contraire avec tout un peuple qui se serait mis en marche pour construire et pour choisir son avenir. C'est pourquoi je vous demande de travailler dans les semaines à venir autour de vous, dans vos communes, dans vos ateliers, dans vos bureaux, dans vos magasins, dans vos écoles, dans vos universités, partout, pour faire comprendre que dans les circonstances que nous vivons, ce qui -compte, le grand enjeu, ce n'est pas l'enjeu d'un homme parmi les autres, c'est l'enjeu d'un peuple qui a une chance, s'il le veut, de figurer parmi les grands peuples du monde, et qui va, j'en suis sûr, l'exprimer avec force le 26 avril et le 10 mai prochains.
- Merci.
- Vive Troyes,
- Vive la Champagne,
- Vive la France !\